

LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE ET L'AUSTÉRITÉ

(première partie)

Publié le 29 janvier 2014 par robertbibeau , Les 7 du Québec.com

La crise économique systémique est mondiale

Les économies nationales indépendantes n'existent plus nulle part au monde. Aucune économie nationale, aucun pays n'est aujourd'hui économiquement indépendant ou détaché du système global et mondial de l'économie impérialiste moderne. Ceci inclut les États-Unis d'Amérique, la superpuissance déclinante, ainsi que la Chine impérialiste, la superpuissance ascendante. Ce postulat implique qu'aucune solution locale, régionale ou nationale n'est envisageable pour mettre fin à cette crise. Si solutions ils y avaient, elles ne pourraient qu'être mondiales. C'est la raison pour laquelle nous disons que **la crise économique est systémique et mondiale**.

La crise économique systémique est globale

Toutes les sphères et tous les secteurs de l'économie, y compris l'agriculture hyper mécanisée, l'industrie délocalisées ou non, l'énergie hydro-électrique, nucléaire, fossile et renouvelable, l'industrie minière, les pêcheries, la foresterie, le tourisme, la construction, les transports, les télécommunications, l'alimentation, le textile et le vêtement, le logement, le commerce de gros et de détail, les banques et les fiducies, les régimes de retraites, le crédit, les monnaies nationales, la bourse, la consommation en général et la gouvernance municipal, provincial, national et multinational subissent tous globalement la crise économique systémique. C'est pourquoi nous disons que **la crise économique est systémique et globale**.

La crise économique conséquence du développement inégal, combiné et par bonds

Le développement historiquement différencié de l'économie politique impérialiste moderne du mode marchand, au mode industriel, puis au mode financier; couplée à la répartition inégale des ressources naturelles, des énergies fossiles, de la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée, des moyens de production, et conséquemment de la puissance militaire, ont entraîné un développement économique inégal, d'un pays à un autre et d'une région à une autre, tous imbriqués les uns dans les

autres – et tous interdépendants – chaque pays ayant un rôle spécifique à jouer dans le concert du développement impérialiste anarchique et par bonds saccadés –. Tantôt la crise économique s’amorce dans les pays du Sud-est asiatique, tantôt c’est au Japon, tantôt c’est la bourse de New-York qui s’enflamme et tantôt c’est l’euro qui s’étrangle. C’est la raison pour laquelle nous disons que **la crise économique systémique mondiale et globale est le compagnon de route obligée de l’impérialisme moderne.**

La crise économique systémique est anarchique et accentue l’injustice

Le système économique et social – le mode de production *in fine* – dans lequel le Québec, le Canada, la France, les États-Unis et les autres pays du monde évoluent et survivent – tant bien que mal – est anarchique et non planifié. Il est le produit de la «libre entreprise» du «libre marché» et de la concurrence sauvage entre des monopoles qui s’approprient tous les moyens de production et d’échanges et toutes les ressources pour leur bénéfice exclusif. Le système économique impérialiste anarchique est le produit de l’accumulation débridée de profits mirobolants, accaparés à n’importe quel prix par des malappris. Il est le fruit de la concentration du patrimoine mondial entre les mains d’une clique de riches narcissiques dont environ 85 milliardaires détiennent la moitié des richesses mondiales **(1)**. Alors que de l’autre côté du miroir deux milliards d’humains survivent avec moins de 2 dollars par jour (730 \$ par année) ce qui évidemment ne constitue pas un marché lucratif pour l’écoulement des marchandises. Ce sont les raisons pour lesquelles nous disons que **la crise économique systémique est discursive, réursive et anarchique et ne peut être réglée de l’intérieur.**

La crise économique systémique entraîne l’austérité contre les salariés

Les **politiques d’austérité** mises en place par les différents gouvernements, administrations municipales, gouvernements provinciaux, parlements nationaux et organismes multinationaux, visent toutes à préserver les profits des entreprises privés qu’elles soient petites, moyennes, grandes ou super grandes et à sauvegarder les dividendes des oligopoles, les bénéfices des requins de la finance, les revenus des banques et des milliardaires privés. La façon que les gouvernements tentent de sauver les entreprises privées de la faillite, et de l’érosion de leurs profits, consiste à transférer le fardeau de la crise économique sur le dos des salariés, des travailleurs, des chômeurs et de leurs familles, des pauvres et même de la petite bourgeoisie qui voient leurs taxes et leurs impôts, leurs loyers, et leurs emprunts s’envoler plus vite que leurs revenus. C’est la raison pour laquelle nous disons que **les politiques d’austérité ne sont pas les causes mais bien les conséquences de la crise économique mondiale et globale.**

Les salariés sont lourdement taxés à la source

Nous observons les hausses de taxes telles que la TVQ (qui est passée à 9,5% en 2012) et les surcharges d'impôt prélevés directement sur les salaires affectant tous les salariés qui forment 90% des travailleurs. Nous observons les augmentations des charges sociales couplées à des hausses de tarification des biens et des services produits et distribués par l'État. Le coût des services publics et les taxes à la consommation sont prélevés directement à l'achat, alors que les taxes municipales et scolaires sont calculés sur la valeur de la propriété foncière, ce qui laisse aux salariés bien peu de capacité de frauder le fisc. Chacun est en droit de se demander quelles sont les véritables visées de l'État policier quand il lance des campagnes hystériques à propos de la fraude fiscale généralisée de la part des salariés? Pendant ce temps les salaires stagnent ou régressent entraînant la paupérisation de la classe ouvrière et de tous les salariés. Ce sont les raisons pour lesquelles nous disons qu'**il faut rejeter ces propos mensongers de la part de l'État policier et des médias affidés.**

Ce sont les riches qui planquent leurs fortunes dans les paradis fiscaux

Rien n'est fait pour empêcher l'évasion fiscale des milliardaires et des entreprises multinationales apatrides qui dissimulent 15 mille milliards de dollars dans les paradis fiscaux «offshore». Toutes les organisations internationales tolèrent et encouragent secrètement ces pratiques, tout en s'en plaignant hypocritement publiquement. Depuis plusieurs années les pontifes des États capitalistes critiquent l'évasion fiscale dans les «paradis fiscaux», ces entités de non-droit international, qui minent les fiscalités nationales. Cependant nombre de ces pays plumitifs entretiennent sur leur territoire de tels paradis fiscaux frauduleux **(2)**. Ce salmigondis des paradis fiscaux illicites dissimule des abris fiscaux et des échappatoires fiscaux légaux et «immoraux», selon la morale prolétarienne du moins.

La fiscalité des entreprises, des banques et des compagnies de finance et leurs dérives laxistes sont intimement liées au processus d'internationalisation de l'activité économique générale. Dans un contexte économique fortement «libéralisé», suite aux accords économiques et commerciaux globaux – ALENA et Union européenne, Accords Asie-Pacifique – **(3)**, sous une conjoncture où les technologies de l'information permettent des communications en temps réel, où la productivité est en hausse dans les pays émergents (davantage que dans les pays développés), où le transport des marchandise est de moins en moins couteux, il n'a jamais été aussi facile d'éparpiller les différentes usines du processus de production-assemblage et les différents éléments d'une entreprise lucrative et de les opérer à distance, déplaçant les revenus et les

dépenses selon la convenance. L'«optimisation fiscale» (payer moins d'impôts et de redevances) n'est pas la cause mais le résultat naturel de ce phénomène qui entraîne la conversion des rentes et des dividendes en monnaies étrangères qui engendrent l'évasion fiscale générale et le délitement des frontières nationales (quand il en reste), lançant les ouvriers du Canada en concurrence contre les ouvriers chinois et indiens pour le plus grand bénéfice des collecteurs de profits **(4)**.

Ce ne sont pas les ouvriers et les petits salariés qui fraudent le fisc, comme la propagande gouvernementale et celle des médias à la solde voudraient nous le faire croire. Ce sont les actionnaires des compagnies privés, les hauts dirigeants, les «tondeurs de coupons», les milliardaires, les spéculateurs et les boursicotiers, les criminels mafieux aux revenus sulfureux, les membres des conseils d'administration qui accumulent les millions (\$) et les membres des conseils de directions payés en actions et en «stock options» qui obtiennent de généreux dégrèvements fiscaux et des parachutes dorés, en plus de planquer leur pognon dans les paradis fiscaux avec la complicité de tous les États nationaux et celle des organisations de la gouvernance internationale (FMI, BM, OCDE, Swift, Libor, ALENA, CPI, ONU, etc.) **(5)**. Il est totalement impossible de renverser cette tendance à la fraude fiscale par les riches et pour les riches puisque ce sont ces mêmes potentats qui commandent aux États policiers – par thuriféraires interposés **(6)**. Pire, si un État bourgeois s'avisait d'imposer les fortunés avec équité, ceux-ci s'évaderaient vers des cieux délétères et compassés. C'est la raison pour laquelle nous disons que **la solution au scandale de l'évasion fiscale sera mondiale et globale (7)**.

Les prélèvements fiscaux dépouillent les salariés de leur capacité de consommer

Ce que les divers paliers de gouvernement arrachent aux consommateurs – aux travailleurs – aux payeurs de taxes d'une main, ils le redonnent aux banquiers et aux entreprises privés de l'autre main, mais ce faisant les entreprises, les marchands et les commerçants ne parviennent plus à vendre leurs marchandises et leurs services car leurs clients – contribuables – travailleurs – consommateurs n'ont plus suffisamment d'argent pour acheter les produits qu'on leur offre à profusion sur les marchés de consommation. À ce processus de réquisition du pouvoir d'achat s'ajoute l'inflation qui gruge les deniers de l'employé et le chômage qui finit de miner complètement le pouvoir d'achat des salariés. C'est la raison pour laquelle nous disons que **la crise économique est une crise de surproduction dans un monde de privation**.

Les subventions aux entreprises privées ne font qu'exacerber la crise

Le États soi-disant démocratiques et les États ne se couvrant d'aucun verni

démocratique, sont à la botte des riches et ne sont pas au service du public, du citoyen, du contribuable, du retraité, du patient, de l'étudiant, de l'électeur, du chômeur ou du travailleur. Les politiciens bourgeois sont au service des banquiers, des milliardaires, des actionnaires des multinationales transfrontalières, de ceux qui financent leurs élections et leur assurent une bonne couverture médiatique. Les gouvernements et les parlements adoptent des lois pour servir les entreprises – pour garantir leurs bénéfices, leurs profits, leurs rentes et leurs dividendes. Les efforts financiers consentis sont gigantesques de la part de l'État des riches – sous forme de subventions (au Québec on dénombre 2 300 programmes de subventions gouvernementales destinés au privé), mais aussi, sous forme de congés de cotisations aux régimes de pension, sous formes de décharge des charges sociales et municipales et de dégrèvement d'impôts pour les corporations privées. En 2014, au Québec, une entreprise paye un maximum de **26,90%** d'impôt sur ses bénéfices **nets**, soit 15% au fédéral et 11,90% au provincial **(8)**. Par contre, le taux d'imposition d'un salarié peut atteindre **55%** (provincial et fédéral). C'est la raison pour laquelle nous disons (sans illusion!) que **les gouvernements devaient imposer les riches et les entreprises privées plutôt que de les subventionner.**

Il faut être conscient que les gouvernements bourgeois ne peuvent rien y changer puisqu'à l'instant ou l'État fait mine de hausser les impôts, les redevances minières, les «royautés» pétrolières, ou forestières, ou hauturières, ou qu'il suggère d'augmenter les tarifs privilégiés d'électricité (0,04\$ le kilowatt) les corporations multinationales menacent de fermer leurs usines canadiennes et de les transférer dans un pays au gouvernement plus concilient. La classe ouvrière est placée devant le dilemme de réclamer la hausse des redevances, des taxes et des impôts des entreprises et de perdre son boulot. C'est la raison pour laquelle nous disons que **la mondialisation et la globalisation de l'économie impérialiste rend cette menace efficace.**

Les aides gouvernementales en capital ne visent aucunement à pallier au manque de liquidité capitaliste puisque les entreprises privées canadiennes avaient stocké 600 milliards d'encaisse (2013) en prévision d'une occasion d'affaire **(9)**. Les compagnies monopolistes canadiennes regorgent de capitaux comme celles de tous les grands pays impérialistes. Ce qui manque ce ne sont pas les capitaux à investir, ce qui fait défaut ce sont les marchés lucratifs à conquérir, les occasions d'affaires où investir, et les opportunités de spolier les salariés. Sans marché solvable, inutile d'investir pour produire de nouvelles marchandises qui vont encombrer les inventaires. C'est la raison pour laquelle nous disons que **malgré l'aide gouvernemental aux entreprises capitalistes, la crise économique systémique poursuit sa dégringolade inexorable.**

La spéculation boursière incontrôlée a accentué la crise économique

La crise économique de 2008, quelques fois appelée dans le monde anglophone **Grande Récession** est une catastrophe dans laquelle sont entrés la plupart des pays industrialisés à la suite du krach boursier de l'automne 2008, lui-même consécutif de la crise des «subprimes» de 2007. Les États-Unis ont été les premiers à entrer en récession, en décembre 2007, suivis par plusieurs pays européens au cours de l'année 2008 (**10**). La France n'est entrée en récession qu'en 2009. Le Canada y a échappé de justesse. Cette crise économique mondiale est considérée comme la pire depuis la *Grande Dépression*.

À l'été 2007, les prêts hypothécaires américains ont été un élément déclencheur de la crise financière qui a entraîné la crise économique de 2008-2010. L'origine en est soulignée par un communiqué émis en août 2007 par un banquier français qui indiquait que sa banque suspendait la cotation de trois de ses fonds du fait de « **l'évaporation complète des liquidités** » de certains marchés américains. Traduisant cet oukase singulier en langage vernaculaire, cela signifiait que du jour au lendemain de l'argent, du capital spéculatif s'était évaporé (sic), avait disparu on ne sait où ni comment. Cette énigme est majeure pour la compréhension du fonctionnement du système d'économie impérialiste. Nous y reviendrons.

S'ils n'ont pas à eux seuls provoqué une crise d'une telle ampleur, les prêts hypothécaires à très haut risque (*subprime*) ont été l'élément qui a déclenché le mouvement ébranlant tout le système banquier-financier en difficulté:

- le transfert d'actifs douteux des banques vers le marché boursiers, ce que les boursicoteurs appellent la **titrisation** de ces supposés «actifs» parasites (**11**) ;
- la création d'actifs complexes et opaques, ce que nous appelons l'arnaque boursière ;
- la complicité des agences de notation qui n'évaluaient pas les risques de ces «actifs» toxiques ;
- l'application de normes comptables dite de «fair value», des normes pour fraudeurs ;
- les défaillances entendues des régulateurs à corriger les «failles» dans un contexte où le système banquier-boursier-financier avait été largement dérèglementé, globalisé, mondialisé ;
- la manipulation des taux d'intérêts sur les prêts par les «too big to fail». Lors de la crise de 2008 la valeur totale des actifs dits toxiques (dont les *subprime*) est estimée à environ 800 milliards de dollars et les pertes induites par les banques se situent entre 2200 et 3600 milliards de dollars dans le monde. Alors que la capitalisation boursière mondiale a chuté de presque 50% en 2008, passant de 62 747 milliards de \$ fin 2007 à 32 575 milliards de \$ fin 2008, soit une perte de 30 000 milliards de \$, ou 30 fois plus que la perte originale. L'édifice financier s'était

écroulé comme un château de carte. **C'est ce qui se reproduira lors du prochain crash financier.** « C'est dire le prix de la défiance, dûe aux anticipations du marché, comparée à la valeur réelle des choses. D'autant plus que du côté de l'économie réelle, il n'y a pas eu de destruction de valeur de l'appareil de production ni des clients potentiels des entreprises (citons l'exemple des compagnies aériennes dont la valeur boursière est tombée en dessous de la valeur des actifs correspondant aux avions en leur possession). Simplement le marché anticipe par méfiance et pessimisme des pertes futures qu'il chiffre au présent, en valeur actuelle nette, via le cours de bourse.» ergote l'économiste en herbe tétanisé **(12)**. C'est la raison pour laquelle nous affirmons que **la spéculation boursière inavouable est incontrôlable.**

La crise financière est la compagne de route de l'impérialisme moderne

Le crash boursier de 2008 qui a entraîné la **Grande Récession**, dans laquelle incidemment nous patageons, fut le résultat imprescriptible et incontournable de l'évolution naturelle et normale du système d'économie impérialiste moderne. Résumons simplement l'enchaînement de ce processus obligé. Au commencement, il y a une société ayant des besoins à combler et offrant un marché. Un agent économique (les capitalistes) s'empare du pouvoir économique, politique et idéologique et propose non pas des biens et des services pour combler ces besoins variés, cet agent économique propose des «marchandises», c'est-à-dire des produits sortis de ses usines, de ses manufactures, de ses ateliers de service, de ses chantiers de construction, de ses moyens de transports qui appartiennent tous aux actionnaires propriétaires des moyens de production et d'échanges. Cet agent économique capitaliste privé remplit les fonctions de production et d'échange pour l'unique raison d'empocher des profits à profusion puis de les réinvestir pour enclencher un nouveau cycle économique profitable. La motivation du propriétaire privé des moyens de production et d'échanges n'est pas de satisfaire les besoins sociaux de la population mais de satisfaire ses actionnaires.

Le deuxième mouvement de ce drame shakespearien survient au moment où dans ce mouvement de production de marchandises et de services pour faire jaillir le profit des mains de l'ouvrier spolié, le contraire survient, et plus le processus s'industrialise, s'automatise et se mécanise, plus le profit s'amenuise, plus le capitaliste exige de productivité de la part du salarié, pour obtenir plus de surtravail à spolier, et moins il ne reste de salaire réel aux salariés pour consommer et enclencher un nouveau cycle de production-consommation-accumulation. Le marché solvable rétrécit tandis que les capacités de production s'intensifient et inondent les marchés de consommation de produits que de moins en moins de clients sont en mesure d'acheter.

Étant donné que le bénéfice des banquiers, des financiers, des traders boursiers sont

tous tirés de la plus-value – du surtravail spolié aux ouvriers – et donc du capital financier actif et productif, le rétrécissement des marchés entraîne le ralentissement de la production ainsi que du cycle de reproduction élargie du capital, ce qui provoque automatiquement l'abaissement des bénéfices dans tous le système économique. C'est alors que boursicoteurs, traders, banquiers et financiers ont imaginé d'ouvrir le crédit à la consommation afin de faire consommer aux salariés appauvris leur salaire anticipé. Ils espéraient ainsi continuer à empocher leur part de profit qui ne sera probablement jamais produite puisque la crise s'approfondit. Par-dessus cette solution du crédit illusoire et ostentatoire les banquiers et les traders surajoutent la création de «produits» financiers illégaux, frauduleux et mafieux qui à la première flambée boursière se consomment et s'envolent en poussière, ce que le banquier français avait appelé ci-haut « **l'évaporation complète des liquidités** », de l'argent de Monopoly, du capital factice qui en réalité n'a jamais existé que sur palimpseste.

Depuis 2008 politiciens corrompus, banquiers véreux, économistes obséquieux, experts ingénieux et journalistes complices déchirent leurs chemises sur le parvis des banques et des places financières, abjurant leurs crimes et jurant que des mesures de contrôle seront instaurées, que d'autres seront renforcées, que l'hégémonie du capital financier est terminée et que tant de choses vont changer. En 2010 la Grèce était emportée (45% de grecs vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté) et en 2012 les banques de Chypre s'effondraient sous les fourches caudines des Attila de la finance internationale. C'est la raison pour laquelle nous disons que **la crise économique financière est la compagne de route de l'impérialisme oligarchique et anarchique.**

Crise économique et Austérité (2e partie)

Par Robert Bibeau , mercredi 5 février 2014

Nous avons précédemment « palabré » à propos du crédit débridé disponible à tout vent pour consommer, il nous faut maintenant approfondir cette arnaque montée par les « banksters ». Afin de pallier à la diminution des ventes...



Le crédit à la consommation pour palier à l'affaissement des marchés

Nous avons précédemment « palabré » à propos du crédit débridé disponible à tout vent pour consommer, il nous faut maintenant approfondir cette arnaque montée par les « banksters ». Afin de pallier à la diminution des ventes consécutives à la baisse des revenus réels (moins l'inflation) et du pouvoir d'achat érodé des salariés, les banquiers et les financiers ont accordé des prêts hypothécaires sur lesquels ils ont spéculés ; les compagnies privées du secteur de la fabrication (automobiles, meubles, appareils électroménagers, appareils électroniques) se sont mises à prêter elles aussi, les commerçants au détail et les grandes surfaces ont ouvert le crédit à la consommation à profusion. Au cours de l'année 2013 le crédit à la consommation excluant les hypothèques et les emprunts étudiants a augmenté de 5 à 8% par mois aux États-Unis alors que le PIB a stagné. Les créances personnelles s'élevaient à 3 087 milliards de dollars en 2013 aux USA (16).

Les proportions sont équivalentes en Europe occidentale et dans les autres pays d'Occident *. Au Canada le crédit à la consommation est passé de 438 millions à 522 millions de dollars entre 2009 et 2013, une hausse supérieure à celle du PIB et à l'indice d'inflation (17). Cette débauche de crédit – d'argent en réalité – ne fait qu'approfondir la crise financière et monétaire et retarder l'échéance du crash boursier qui éventuellement projetera les économies nationales, les économies occidentales et l'économie internationale dans une dépression catastrophique.

Tout ce crédit c'est de l'argent mise en circulation avant que d'avoir passé par le cycle de valorisation du capital par l'entremise de la production de marchandises ou de services et le cycle de reproduction du capital d'où les patrons extirpent leurs profits (dividendes, bénéfices, rentes). Le crédit, c'est de l'argent inflationniste mis sur le marché des profits anticipés non encore matérialisés.

L'achat à crédit c'est la consommation actuelle d'un salaire virtuel que le salarié ne pourra probablement jamais toucher puisque le chômage, la stagnation des salaires, les hausses de taxes et d'impôts alliées à l'inflation viendront le gruger avant que d'être encaissé. Sans compter que par ces emprunts le salarié vient de réduire son pouvoir d'achat de la valeur des intérêts qu'il devra déboursier sans consommer (l'intérêt sur prêt est le profit

du banquier usurier). Voilà pourquoi les gouvernements s'inquiètent tant du niveau d'endettement des ménages qui a atteint 164% en 2013 au Canada. Sous différentes formes, les canadiens empruntent 100 milliards de dollars chaque année. Au total les ménages canadiens doivent 1 600 milliards de dollars alors que leurs biens immobiliers – leurs résidences – sont surévalués de 60%. Par la faute des banquiers les ménages canadiens vivent souvent dans l'indigence mais malgré tout au-dessus de leurs moyens et il suffira d'une hausse des taux d'intérêts pour que la finance et l'économie qui en dépend s'effondre et sombre irrémédiablement (18). Voilà pourquoi la Banque du Canada et la Réserve Fédéral aux États-Unis n'augmentent pas leurs taux directeurs.

L'ensemble de cette problématique de la dette des ménages, couplée à la dette souveraine des États capitalistes qui ajoute son fardeau sur le dos du salarié nous amène à dire qu'une crise du crédit éclatera suivie d'un crash bousier puis d'une dévaluation des monnaies.

La profusion d'argent inflationniste entraîne l'économie vers le précipice

Vous aurez noté que les divers paliers de gouvernement ne peuvent rien faire contre le fléau du crédit débridé inscrit dans les rouages du fonctionnement interne de l'économie impérialiste moderne. L'impression et la diffusion massive d'argent (Quantitative Easing), notamment par le gouvernement étatsunien (85 milliards de dollars inflationnistes sont injectés dans l'économie mondiale chaque mois) et par d'autres gouvernements (l'Union européenne notamment) et l'accès débridé au crédit provoquent l'inflation des prix à la consommation, car l'argent est lui-même une marchandise (c'est la marchandise universelle – le fétiche, le talisman censé transformer toute autre marchandise en argent). En tant que marchandise universelle, l'argent (y compris sous forme de monnaies, de cartes de crédit, d'hypothèques, d'actions, de profits, d'épargnes bancaires, etc.) est censé représenter une quantité de biens et de services disponibles sur le marché pour en faciliter l'échange. Selon la loi de l'offre et de la demande *, le point d'équilibre, c'est-à-dire, non pas la valeur mais le prix moyen d'un bien, est fixé au point de rencontre de la courbe de l'offre et de celle de la demande de ce bien.

La marchandise argent devenant de plus en plus abondante, alors que la disponibilité des autres marchandises demeure relativement stable, s'ensuit que la valeur symbolique de la marchandise « argent » diminue et qu'il en

faut davantage pour acquérir un bien ou un service dont la valeur marchande, contrairement à la marchandise argent, est fixée par la quantité de la marchandise « force de travail » qu'elle contient. C'est la raison pour laquelle nous disons que les différentes monnaies spéculatives – à taux de change flottant sur le marché international – seront dévaluées suite au crash boursier.

L'appareil de propagande publicitaire

Ces différents processus économique-financiers entraînent la réduction drastique des capacités de consommer des salariés. Le salaire d'un travailleur étant une quantité fixe « inélastique » chaque dollar gagné permet d'acheter de moins en moins de marchandises au prix inflationniste du marché, ce qui provoque l'accumulation des stocks dans les entrepôts et des invendus dans les magasins dont les capitalistes exigent la destruction plutôt que la distribution gratuite ou à vil prix. On rétorquera que les soldes sont abondants et importants partout sur les marchés privés, ce qui est faux. Les marchandises écoulées lors de ces soldes ne représentent qu'une infime partie des produits en surplus et des invendus. D'autre part, ces ventes à rabais (quand rabais il y a ce qui n'est pas toujours le cas) ne font que miner les marchés, hypothéquant les ventes subséquentes. C'est la raison pour laquelle l'immense appareil de publicité commerciale, couplé au gigantesque appareil de propagande médiatique (radio-télé-journaux-Internet-publie-poste), qui s'épand à tout vent, n'ont pas pour vocation d'informer le public mais de faire acheter et consommer de façon inconsidérée (observer que les émissions de télévision, de radio et les articles de journaux ne sont là que pour remplir l'espace-temps entre deux réclames commerciales et souvent les téléromans et les autres « soaps » télévisés ou radiodiffusés ne visent qu'à renforcer le besoin factice dont on vous a imprégné l'esprit pendant la réclame.

Cette propagande commerciale est véritablement un assaut contre les ouvriers et les travailleurs salariés, contre les consommateurs visant à les programmer pour « avoir quantités de chose qui donnent envie d'autre chose, car le bonheur c'est d'avoir des avoirs plein ses armoires... ah le mal que l'on peut nous faire. » chante le troubadour (19).

Il est entièrement inapproprié de la part des petits-bourgeois s'agitant en faveur de la « pauvreté-volontaire » de tenter de culpabiliser les ouvriers d'être responsables de la surconsommation engendrée par ces immenses

appareils de propagande publicitaire. Quand un nouveau système d'économie politique sera construit pour satisfaire les besoins des gens travaillant – sans obligation d'accumulation de profits capitalistes pour assurer la reproduction élargie du système d'économie politique – il sera inutile de pousser à la surconsommation productrice de plus-value et de profits puisque la poursuite du profit maximum ne sera plus le moteur de l'économie. C'est pourquoi nous disons que la seule façon de sortir de la consommation à outrance c'est de changer les bases fondamentales de l'économie politique et de renverser cette société de consommation en perdition qui est obligée de faire sur-consommer pour fonctionner.

L'effondrement de la base industrielle de l'économie occidentale

L'ensemble de ce processus économique – amenant le rétrécissement des marchés – la réduction du pouvoir d'achat des salariés – les surplus d'inventaires à détruire pour maintenir les marchés subsidiaires – entraîne invariablement des fermetures de manufactures ce qui aggrave d'autant le chômage auquel s'ajoute le problème de la délocalisation des usines d'Occident vers les pays d'Orient (phénomène amorcé au tournant des années 1970) – vers la Chine « communiste » particulièrement. La délocalisation est ce processus industriel par lequel des entreprises monopolistiques canadiennes, étatsuniennes, françaises, allemandes, ayant leur « Head office » dans les métropoles d'Occident * ferment leurs usines dans leur pays d'origine et ferment leurs succursales implantées dans un pays vassal, où les salaires sont plus élevés, afin de les relocaliser dans les pays émergent où les salaires sont moins impressionnants et dont le surtravail (plus-value) est conséquent. Ce processus est en cours depuis plusieurs années, depuis que le transfert des machines-outils, des robots et des technologies ; couplée à la réduction drastique du coût des transports ; associée à la hausse de scolarité de la main d'œuvre salariée ont assuré l'augmentation importante de la productivité dans des pays hier encore arriérés.

Les gouvernements d'Occident *, qu'ils soient de niveau provincial, national ou multinational ne peuvent rien faire pour empêcher ces hausses de productivité que les corporations capitalistes monopolistes organisent, ces baisses de coûts des transports et conséquemment ces transferts d'usines et ces augmentations de profits qui sont bien la finalité du capitalisme privé. Il

faut toujours se rappeler que le but du fonctionnement de l'économie capitaliste monopoliste n'est pas de subvenir aux besoins sociaux des populations concernées mais d'assurer la reproduction élargie de l'économie (mode de production et d'échanges) en s'appuyant sur la valorisation du capital ce qui nécessite l'accumulation des profits. C'est la raison pour laquelle nous disons que la relocalisation industrielle n'est pas la cause de la crise économique systémique mais une conséquence de cette crise des profits anémiés.

Farder la crise et l'austérité par des statistiques alambiquées

Prenez garde aux statistiques que les États impérialistes et leurs instituts de recherche fabriquent et publient à propos de l'inflation, de la hausse des prix, des augmentations de salaires, des revenus, du chômage, des déficits budgétaires. Étant totalement incapable de régler aucun de ces problèmes économiques l'appareil étatique bricole les statistiques, modifie les paramètres et change les variables pour le calcul des indices et publie systématiquement des données erronées sur l'état de l'économie qui sont devenus des instruments de propagande pour apaiser ou orienter la vindicte des salariés. Au Québec récemment le Ministre des finances a reporté d'une année l'atteinte du déficit zéro (l'équilibre fiscal entre les revenus et les dépenses gouvernementales). Pour y parvenir sur papier il a prévu une croissance du PIB du Québec de 3,5% en 2016 ce qui est ridicule et mensonger. Même les économistes bourgeois obséquieux n'ont pu entériner cette baliverne et plusieurs l'ont critiqué vertement (20). Nous vous prions de prendre note qu'en 2001 l'Assemblée nationale du Québec a adopté une loi prescriptive obligeant le gouvernement à atteindre l'équilibre budgétaire (déficit zéro). Cette loi n'a jamais été appliquée depuis qu'elle a été adoptée (21). Il en est de même d'une loi adoptée au Salon Bleu (appelé le Salon de la Race par feu le Premier ministre fasciste Maurice Duplessis) exigeant la lutte contre la pauvreté. Depuis l'État policier n'a cessé d'agresser les pauvres sans jamais rien faire contre la pauvreté. C'est la raison pour laquelle nous affirmons que ni le budget provincial ni le budget fédéral ne seront équilibrés avant nombre d'années – probablement pas avant le prochain crash financier anticipé.

La dette souveraine explose et l'État implose

S'évertuant à augmenter sans cesse ses aides aux entreprises privées, afin de les garder dans son pré carré ; s'échinant à réduire les charges fiscales des multinationales et donc à anémier ses revenus de fiscalité ; atteignant la limite des charges imposables aux particuliers, aux ouvriers, aux salariés, aux aristocrates ouvriers et aux petits-bourgeois surtaxés, l'État des riches s'est empressé d'emprunter et de s'endetter sur le marché obligataire privé. C'est là une autre façon par laquelle l'État transfère l'argent public aux capitalistes privés. Les banquiers et les financiers commandent la manœuvre en amont et ramassent le pécule en aval. Ils recommandent les emprunts gouvernementaux, ils prêtent à fort taux, ils abaissent la cote de crédit des États et manipulent frauduleusement les taux d'intérêts sur les prêts, ils prêtent et empochent les remboursements grevés de forts intérêts (22). La dette souveraine de presque tous les États industrialisés (mais aussi des pays sous-développés) est exorbitante, ne cesse de grimper et ne pourra jamais être remboursée... c'est assuré.

Les États capitalistes vivent à crédit. Fini l'État providence* et sa manne abondante – les miettes sacrifiées aux aristocrates ouvriers et la pâté pour petits-bourgeois affidés. Les États en faillite émettent de la monnaie de pacotille, réduisent les dépenses publiques et éliminent les services, c'est ce qu'ils appellent l'austérité. Ils augmentent leurs ponctions sur la masse du capital par taxation indirecte et repoussent la faillite étatique comme en Grèce, au Portugal, à Chypre, en Espagne et bientôt dans de nombreux autres pays. Pendant ce temps un paragon de l'économie capitaliste explique aux apparatchiks du gouvernement péquiste que le Québec peut faire mieux et s'endetter davantage vis-à-vis des banquiers et des usuriers. L'ex-premier ministre et ex-économiste Jacques Parizeau explique que « Afin de faire paraître plus svelte la dette souveraine d'un Québec qu'il souhaite « souverain » sous la botte de sa clique de la bourgeoisie, il suffit de changer de convention comptable et plutôt que d'afficher la dette québécoise selon le concept de la « dette brute », ou encore selon le concept de la « dette nette », il propose plutôt de la calculer et de l'afficher selon le concept de la « somme des déficits cumulés ». Si en plus, le gouvernement évite comme le font les États-Unis d'utiliser la norme comptable sévère de l'IFRS (International Financial Reporting Standards) et adopte la convention comptable étatsunienne – plus accommodante – pour le calcul des revenus, des dépenses, des avoirs-immobilisations et des amortissements, il parvient –

sur papier du moins – à réduire la dette publique de 117% à « seulement » 65% du PIB « national » québécois (sic). Et cela, sans avoir remboursé un sou de plus » à ses créanciers (23). La dette publique provinciale est toujours estimée à 300 milliards de dollars mais sa « légèreté » relative permet d'espérer pouvoir davantage hypothéquer l'avenir.

La dette brute souveraine canadienne a maintenant atteint la somme astronomique de **1 437 milliards de dollars (2012)**. Celle du **Québec a atteint 300 milliards de dollars soit 120% du PIB provincial (2014)**. Combiné à la dette fédérale, **la dette par québécois s'élève à environ 38,000\$,** qui s'ajoute à la dette personnelle de chaque individu. Inutile de tergiverser, la plupart des salariés ne parviendront jamais à rembourser et cette dette publique et cette dette privée. Les riches qui auraient les moyens de rembourser fuient et s'expatrient dans d'autres pays comme ce fut le cas en Allemagne vers 1930, en Russie vers 1989, et comme c'est le cas est en Grèce, à Chypre, en Espagne et en France présentement. C'est la raison pour laquelle nous affirmons que la monnaie canadienne s'effondrera et le gouvernement se dégagera de ses dettes en dévaluant le dollar canadien, dépréciant d'autant les épargnes, les régimes de retraites, les papiers commerciaux et la valeur des propriétés de tous les citoyens canadiens. Il n'en sera pas autrement aux États-Unis et dans tous les pays où sévit l'impérialisme moderne.

Aucune mesure d'austérité ne pourra sauver l'économie de la crise

Toutes les mesures et les politiques d'austérité mise en place par les municipalités et les gouvernements des pays industrialisés, et même ceux des pays sous-développés, pour sortir de la crise se sont avérés inefficaces, inopérantes, ou encore n'ont jamais été appliquées. Pire, souvent ces mesures d'austérités ont contribué à envenimer la situation économique, sociale et politique nationale. D'autres mesures suggérées par la pseudo gauche n'ont jamais été adoptées par les gouvernements bourgeois au service des riches et pour cause, là où elles ont été appliquées elles se sont avérées catastrophiques (Argentine, Islande, Bolivie, Équateur).

Aucun économiste réformiste ne veut l'admettre mais ils ne savent pas corriger ce système d'économie politique qui périclité. Ils ne savent même pas prévoir ce qui adviendra suite à l'application de tel ou tel cataplasme sur cette jambe de bois pourrie, ni ce qui adviendra s'ils n'appliquent aucune

mesure d'austérité. Ils ne peuvent rien faire sinon prolonger l'agonie de ce système décrépit. Voici une liste non exhaustive des mesures réformistes d'austérité (de gauche comme de droite) suggérées ou appliquées dans plusieurs pays industrialisés :

■ Taxe Tobin sur les transactions boursières et financières. – Nationalisation des banques (Islande) – Nationaliser les entreprises minières et énergétiques (Venezuela). – Légiférer pour interdire les paradis fiscaux et contrer l'évasion fiscale (France). – Légiférer contre la spéculation boursière et la malversation financière. – Augmenter les taxes et les impôts des particuliers. – Réduire les impôts et les redevances des entreprises (Québec). – Augmenter les prix. – Geler les prix et les salaires. – Réduire le salaire minimum. – Augmenter le salaire minimum (États-Unis). – Hausser les tarifs pour les services publics (poste, transport, garderie, SSAQ, etc.). – Augmenter les redevances à payer par les entreprises minières et forestières (Québec). – Augmenter le prix de l'énergie hydro-électrique. – Augmenter les cotisations à l'assurance chômage et réduire les prestations (Canada). – Réduire les services postiers et augmenter le prix des timbres. – Imprimer davantage de monnaie (États-Unis). – Réduire la quantité de monnaie disponible sur les marchés (Argentine). – Réduire le crédit à la consommation. – Restreindre l'accessibilité aux prêts hypothécaires (Canada). – Augmenter le taux de base et les taux d'intérêts sur les emprunts (Espagne). – Emprunter davantage et émettre des obligations d'emprunts gouvernementaux. – Adopter une loi forçant l'équilibre budgétaire et fiscal. – Adopter une loi anti pauvreté (sic). – Adopter une loi forçant une meilleure distribution de la richesse (sic). – Annuler la dette gouvernementale vis-à-vis des régimes de retraite des salariés. – Rembourser la dette publique le plus rapidement possible. – Réduire les services publics destinés à la population (tous les pays occidentaux). – Réduire les dépenses gouvernementales. – Augmenter les dépenses gouvernementales pour relancer la consommation. – Accroître les subventions et les aides aux entreprises (24). – Soutenir l'expansion de l'exportation. – Augmenter la productivité des travailleurs. – Subventionner davantage la recherche et le développement. – Légiférer contre la fermeture et la délocalisation des usines (sic). – Signer des accords de libre-échange avec de nombreux pays. – Hausser les barrières douanières pour protéger le marché national. – Investir dans l'éducation des jeunes et la formation de la main-d'œuvre. – Taxer les banques pour subventionner le logement social

(25). – Faisons payer le peuple ou alors Faisons payer les riches (?) –
Transformer la gouvernance pour la mettre au service du peuple (?) –
Multiplier les collectes de charité pour les travailleurs pauvres (Wall Mart). –
Manifeste contre le Québec pétrolier (26).

Pour chacune des propositions réformistes d'austérité (dite de droite) une contre mesure réformiste de « gauche » est également envisagée. Toutes ces mesures ont été adoptées telles quelles ou réaménagées selon la conjoncture locale. Toutes ont échoué, car aucune ne s'attaque aux sources profondes de la crise économique systémique, aucune n'a donné les résultats escomptés. Ou bien les ouvriers et les salariés se laissent embobiner et la classe ouvrière adhère à ces bobards réformistes prétendant régler la crise économique systémique globale et mondiale par quelques trucs de prestidigitateur – redistribution de la richesse et sanctions contre les resquilleurs et les prévaricateurs – sanctions planifiées par les gouverneurs des politiciens bonimenteurs qui ne sont jamais parvenus à appliquer aucune loi anti-capital. Ou bien, nous résistons collectivement aux mesures d'austérité qui nous sont imposées et nous retournons ces beaux-parleurs petits-bourgeois, bureaucrates syndicaux et grands capitalistes monopolistes à leurs billevesées économiques éculées. Aucun pays au monde n'est à l'abri de la crise économique systémique, c'est pourquoi nous affirmons qu'il n'existe aucune solution nationale pour sortir de la crise économique systémique mondiale et globale hormis sortir du système économique impérialiste mondial déclinant.

La guerre mondiale est inévitable

Le gouffre économique s'approfondit chaque jour d'avantage. Si nous sortons de la présente crise, probablement après une guerre sévère, ce ne sera que pour amorcer une nouvelle crise comme lors de la seconde guerre mondiale (après trente années appelées « glorieuses » et d'État-providence* par les plumitifs petits-bourgeois lettrés et désœuvrés). Cette nouvelle crise systémique ira selon la séquence suivante : – Crash boursier – financier – monétaire, suivi d'une dépression terrible et d'un chômage catastrophique, suivi d'une guerre mortifère – servant à détruire quantité de forces productives (des travailleurs salariés) et quantité de moyens de production (usines, moyens de transport, ressources). C'est pourquoi nous disons que la crise économique systémique mondiale et globale est inéluctable et pourrait

mener à une nouvelle guerre mondiale.

Deux voies s'opposent pour qui désire contrer les mesures d'austérité

■ **COLLABORER** : réclamer d'avantages de mesures d'austérité ; implorer la compassion des riches pour qu'ils fassent la charité et qu'ils appliquent les politiques pour sortir du marasme économique. Et ensuite pleurnicher parce que les économistes et les spécialistes, les politiciens qui administrent le pouvoir étatique avec la permission des capitalistes, ceux qui détiennent le pouvoir économique depuis des siècles, ne peuvent faire autrement que ce qu'ils font déjà – les lois de l'économie capitaliste nous enfoncent toujours davantage dans la crise systémique mondiale et globale.

■ **RÉSISTER** : Mener chacun dans son milieu de travail, dans son milieu social, dans son quartier la lutte de résistance de classe contre toute mesure d'austérité qui frappe les travailleurs, qui frappe les étudiants (Stoppons la hausse), qui frappe les chômeurs (coupes sombres dans l'assurance chômage – moins de 40% des chômeurs ont droit aux prestations) ; contre les hausses de loyers ; contre la hausse des tarifs d'électricité ; contre la hausse des tarifs des transports en commun (personne ne paie une journée par semaine) ; pour l'augmentation des subventions au logement social (À nous la ville) ; contre la gentrification des quartiers ouvriers ; contre l'arrêt du service postal et la hausse des tarifs ; pour le droit d'afficher, de manifester, de s'exprimer ; rejeter la propagande de la bourgeoisie qui tente de nous diviser et de nous isoler et mener la contre-désinformation via les médias sociaux ; ou qui voudrait nous transformer en délateur des soi-disant fraudeurs (les milliardaires capitalistes monopolistes sont les véritables fraudeurs en plus d'être des voleurs) ; refuser que l'on augmente les tarifs des garderies ; refuser et combattre la charte chauvine et xénophobe d'exclusion anti-travailleuses ; faire grève dès que l'employeur porte atteinte à nos droits et à nos libertés, chaque fois qu'il bafoue la convention collective qu'il a signé, ou qu'ils refusent de payer le salaire que les travailleurs jugent raisonnable ; tenir des lignes de piquetage étanche fermant l'accès de l'usine aux « scabs »-jaunes-réactionnaires ; soutenir toute grève ouvrière ; manifester notre unité ouvrier-salarié le Premier Mai de chaque année ; s'opposer à la privatisation de toute entreprise publique ; s'opposer à la privatisation des services d'aqueduc municipaux ; refuser leurs oléoducs pétrolier et leur

énergie nucléaire polluante ; s'opposer à la détérioration des services publics ; congédier les politiciens mafieux et les policiers ripoux... etc.

Il ne nous appartient nullement à nous prolétaires, travailleurs, chômeurs, retraités, étudiants, artisans, assistés sociaux et pauvres de trouver des solutions au dysfonctionnement de leur système économique-politique décadent, système sur lequel nous n'avons aucune emprise et que nous ne pourrons jamais faire fonctionner autrement que de la manière qu'il a été programmé – c'est-à-dire pour valoriser le capital – entasser le maximum de dividendes pour le bénéfice des riches et assurer ainsi la reproduction élargie du capital privé monopoliste qui nous projette dans la tourmente. Nous devons construire un nouveau mode de production – un mode de production planifié fait par la femme et l'homme ouvrier pour le bénéfice de l'homme et de la femme salariée.

Information <http://www.robertbibeau.ca/palestin...>

La première partie de cet article est parue la semaine dernière. Elle est disponible à l'adresse :

<http://www.les7duquebec.com/7-au-fr...>

ANNEXE 1 L'OCCIDENT IMPÉRIALISTE MODERNE

L'Occident impérialiste moderne sur le plan économique, politique et idéologique se compose des États-Unis d'Amérique, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, du Japon, de l'Allemagne et de l'Autriche, du Royaume-Uni et de l'Irlande, de la France, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Suisse et les pays scandinaves Suède, Norvège, Danemark, Islande et enfin d'Israël et sa colonie d'occupation palestinienne.

En 2013, ces 23 pays (sur 203 pays dans le monde) rassemblaient 921 millions d'habitants (14 % de l'effectif mondial) ; regroupaient 716 des 1 455 milliardaires sur Terre ; cumulaient 237 des 300 plus grands corporations monopolistes mondiales ; totalisant 41 645 milliards de dollars de PIB (58% du total mondial en 2012). Ces 23 pays ont effectué 1080 milliards de dollars de dépense militaire (65% du total mondial en 2010). Leur revenu annuel moyen se situe entre 23 000 \$ et 115 000 \$ avec une médiane à 52 000 \$ par habitant. A contrario, entre 1,3 et 2 milliards d'individus dans le monde

vivent sous le seuil d'extrême pauvreté soit moins de 2\$ par jour ou 730\$ par année.

Source : <http://www.inegalites.fr/spip.php?a...>

ANNEXE 2 L'ÉTAT-PROVIDENCE

L'État-providence. Après avoir soutenu le développement de l'économie capitaliste dans chacun des pays impérialiste d'Occident l'État-providence a survécu pour un temps à la concurrence inter-impérialiste entre le bloc Atlantiste et le bloc social impérialiste soviétique, puis entre le bloc Atlantiste et le BRICS. L'État-providence hier encore « généreux » de ses oboles pour les assistés sociaux, les chômeurs, les ONG, les employés gouvernementaux, les aristocrates ouvriers reconnaissants et les petits-bourgeois obligeants se voit aujourd'hui assigner le rôle de canaliser la plus grande partie des revenus de l'État directement vers les goussets des milliardaires, des boursicoteurs et du capital monopoliste financier afin de tenter d'enrayer la baisse tendancielle du taux de profit moyen, performance pourtant impossible à réaliser. L'État-providence éphémère et tant aimé est aujourd'hui sacrifié, ses programmes sociaux, ce que les réformistes appellent les « acquis sociaux », sont liquidés afin de dégager des crédits pour subventionner l'entreprise privée et rembourser les rentiers et les banquiers.

Par des mesures politiques et financières dites « néolibérales » l'État des riches impérialistes favorise le développement de sa section nationale de la grande famille des capitalistes internationaux. Cet État ne veut ni ne peut être utilisé pour arraisonner les capitalistes monopolistes financiers qui le dirige, le finance et le commande.

L'État-providence national bourgeois des riches, au Canada, en France, aux États-Unis ou en Chine ne peut pas favoriser les salariés de sa propre nation sans s'attirer des mesures de rétorsion des organismes para-nationaux de la gouvernance impérialiste mondiale. L'étape de la lutte de classes dite « nationale » pour sauver l'État-providence national est révolue – voici venu le temps de la lutte de classe internationale contre l'État des riches impérialistes mondialisés et globalisés et plus du tout providentiel.